

## Le Sénat dénonce "l'insalubrité" des casernes

Un rapport de la commission des Finances du Sénat, dévoilé hier par *Le Parisien*, sur l'état du parc immobilier de l'armée confirme les inquiétudes du général de Villiers quant aux conditions de vie et de travail des forces armées.

Casernes, camps militaires et autres infrastructures... Avec près de 275 000 hectares estimés à plus de 16 milliards d'euros, le ministre des Armées possède l'un des plus gros patrimoines immobiliers de l'État. Un patrimoine en bien mauvais état selon ce rapport. Ainsi, des bâtiments de la base aérienne d'Orléans, dans le Loiret, sont "inutilisables en raison de leur insalubrité résultant d'un défaut de maintenance régulière." Certains dortoirs du lycée militaire d'Autun, en

Saône-et-Loire, et les logements du camp du 2<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine du Mans, dans la Sarthe dont les conditions sanitaires ne correspondent plus "aux standards actuels de confort", "apparaissent très dégradés." Pourtant, le budget alloué à l'immobilier du ministère a été augmenté de 12% depuis 2008. "Les infrastructures des armées ont longtemps été, sinon le parent pauvre, tout du moins une variable d'ajustement budgétaire du ministère des Armées", déplorent les auteurs du rapport. Par exemple, les fuites d'eau de la base navale de Toulon coûtent chaque année 2 millions d'euros. Mais comme les travaux pour résoudre le problème, se chiffrent à 60 millions d'euros, ne seraient rentables qu'au bout de

30 ans, rien n'a été fait.

Les conditions d'hébergement sont, elles aussi, difficiles, l'armée ayant perdu nombre de logements dont elle disposait à Paris. Or, depuis les attentats

**Il faudrait 2,5 milliards d'euros pour rénover le patrimoine de l'armée.**

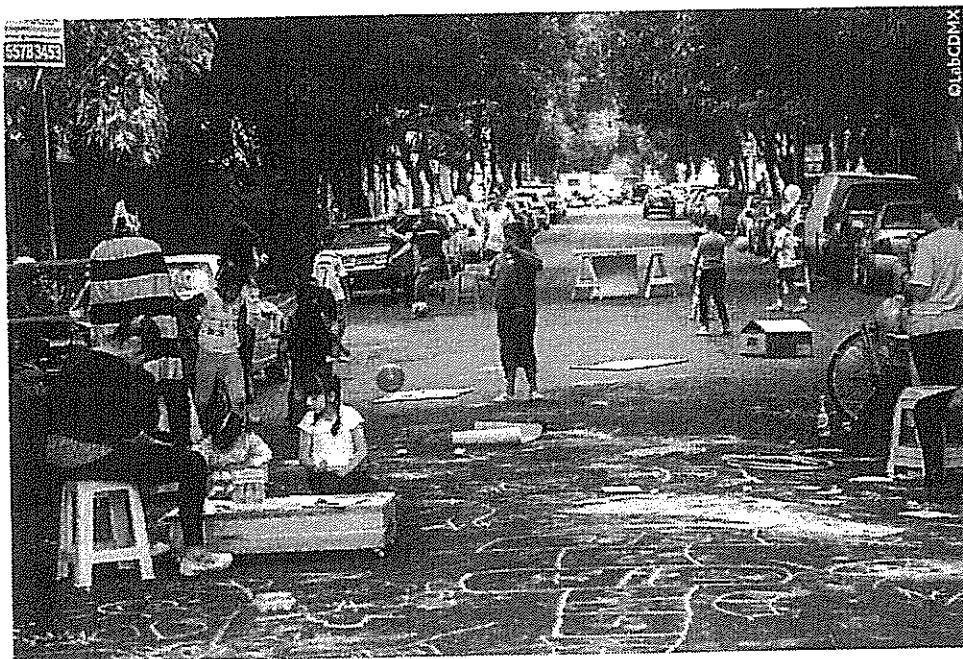
de 2015, la baisse d'effectifs n'a finalement pas eu lieu. Du coup, "il n'existe plus assez de casernes pour héberger les militaires dans les grandes agglomérations, alors même que la menace s'exerce en milieu urbain", explique le rapport. Les soldats sont donc logés trop loin du site de leur mission dans des loge-

ments vétustes. Alors que la Défense et la gendarmerie (dont le budget est rattaché à celui de l'Intérieur) consacrent 100 millions d'euros par an à la rénovation de leur parc, l'ancien député Les Républicains Serge Grouard a estimé que le double ou le triple serait nécessaire pendant une dizaine d'années.

"L'état de dégradation de certaines infrastructures a un impact très défavorable sur le moral des personnels", s'inquiètent enfin les sénateurs. Mais la situation risque de ne pas s'arranger tout de suite. Si en 2014, les besoins supplémentaires pour le budget du patrimoine immobilier des armées pour les six prochaines années étaient évalués à 79 millions d'euros, il est désormais estimé cette année à 2,5 milliards d'euros.

## MEXICO/ Des playstreets pour quoi faire ?

Alors que Paris veut se doter de rues de jeux, Mexico montre la voie.



**L**a Ville de Paris vient d'annoncer que, d'ici 2020, la majorité des arrondissements se doteront de « rues de jeux » (ou *playstreets*), ce qui interroge sur la capacité à faire du jeu un levier de développement urbain. C'est pourtant l'hypothèse retenue par le LabCDMX, organisme rattaché à la mairie de Mexico, au travers de son projet Peatoniños. Comment le jeu peut-il permettre une évolution sociale dans l'investissement de l'espace public ? Dans une démarche itérative, le Lab cherche à répondre au paradoxe de l'espace public à Mexico – caractérisé à la fois par une sous-utilisation et une privatisation informelle – mais également à transformer les représentations sociales. Face à la vulnérabilité croissante des enfants dans la capitale mexicaine, notamment en matière de

sécurité routière, et au statut de la rue à Mexico, royaume de la circulation motorisée, des rues ont été temporairement fermées à la circulation automobile afin de laisser libre cours au jeu. La tendance des autorités publiques à traiter les espaces de jeu de manière systématique, normalisée et stérilisée et à les confiner dans des espaces résiduels se voit alors déjouée.

### FLEXIBILITÉ DU DESIGN

À l'aide d'une carte, le jeu est amené au sein de quartiers extrêmement marginaux dont les rues sont marquées par une grande concentration d'enfants et un faible nombre d'espaces ouverts. La flexibilité du design des activités proposées, pensées pour être appropriées puis reproduites par les joueurs, permet une hybridation entre des pratiques institutionnalisées

et des pratiques spontanées générant une collaboration citoyenne dans un espace public dégradé. Ce dispositif pédagogique paraît nécessaire dans une mégalopole telle que Mexico où le piéton est complètement ignoré par la planification urbaine. Il permet également de contrer un urbanisme fonctionnaliste et rationaliste en vogue dans nos villes européennes. Au-delà de la simple pratique du jeu, cette expérience induit une « flexibilisation » des usages, une reconsidération de la place des enfants dans la ville, et réintroduit la notion de « surprise urbaine » dans nos rues. Les *playstreets*, notamment en termes de mobilier urbain, visent à engager une reconquête des espaces urbains en légitimant une exploration sensorielle, matérielle, sociale et émotive de la ville.

Cela suppose également un dispositif innovant en matière de politiques publiques, afin de passer d'une action temporaire à des aménagements plus durables ayant pour principale fonction de libérer la pratique du jeu et de l'informel au sein d'un espace public alors « réenchanté » car rythmé par des événements ludiques inattendus. /

Camille Thisse

# Nourrir les urbains

**L**es 15 et 16 juin se sont tenues à Lyon les 4<sup>e</sup> Journées nationales de l'agriculture urbaine dont l'intitulé, « Du projet citoyen au projet professionnel », résume la mutation en cours. La même semaine, Porte de Versailles à Paris, les start-up de la *Food Tech* dévoilaient leurs innovations pour faire face aux défis alimentaires, parmi lesquelles des protéines durables d'origine végétale, des techniques d'agriculture cellulaire ou l'impression 3D appliquée à l'alimentation. Le 22 juin, changement de paysage, au cœur du périurbain de l'Essonne était inauguré le premier club-entrepôt Costco, un concept importé des États-Unis par le deuxième plus grand distributeur au monde. Ni magasin (il faut être adhérent) ni hypermarché (choix très limité de marques et de références), cet entrepôt de 14 000 m<sup>2</sup> réalisera la moitié de son chiffre d'affaires avec l'alimentaire et promet de travailler avec des producteurs de toute taille, notamment locaux. À ce tour de l'actualité de la fin juin, il faut ajouter l'annonce de la tenue prochaine d'États généraux de l'alimentation qui devraient définir un partage plus équilibré de la valeur entre producteurs et distributeurs. Cette concomitance d'événements dit quelque chose. Mais quoi ? D'abord, que les enjeux de l'alimentation des urbains, écartelés entre attentes sociétales et réalités économiques, traversent le débat public mais ne sont pas tous d'un poids comparable. Est-il besoin de rappeler que les villes engloutissent 75 % des ressources de la planète et que la population urbaine devrait doubler d'ici 2050 ? Ensuite, que dans les pays développés, la question est moins celle de l'approvisionnement des villes que celle de la fonction nourricière, de penser à la durabilité des systèmes alimentaires, de réduire les inégalités et d'appréhender de manière globale des problématiques économique, sociale, sanitaire, scolaire, urbanistique et culturelle.

C'est la première fois que la revue *Urbanisme* consacre un dossier à l'alimentation des urbains. Pourtant, leurs manières de se nourrir, de faire leurs courses – à pied, à vélo, en transports en commun, en voiture –, leur choix d'un ou plusieurs circuits de distribution, leurs habitudes alimentaires face aux injonctions de santé publique, leurs nouvelles exigences (manger sain et à proximité du lieu de production), mais tout autant les contraintes budgétaires, les modes de cuisiner et de manger, à la maison, à la cantine, au bistro du coin, au restaurant ou dans la rue, fabriquent la ville. Et encore,

cette énumération des *habitus* citadins ne concerne-t-elle que les consommateurs. Bien d'autres acteurs et non des moindres – agriculteurs, éleveurs, grossistes, distributeurs, livreurs, commerçants – sont en première ligne.

Par quel bout attraper ce sujet protéiforme ? Plutôt que de tirer un fil unique, nous avons opté pour une carte variée. La question des territoires nourriciers est une bonne façon d'ouvrir l'appétit. Pour comprendre comment les collectivités locales se réapproprient la question alimentaire, nous avons demandé à trois chercheurs, Caroline Brand, Catherine Darrot et François Bricas, d'éclairer ce réinvestissement avec des points de vue divergents. Dans ce paysage en mutation, quelle place l'agriculture urbaine peut-elle occuper ? François Léger pose les termes de la réponse, qui se décline dans des fermes urbaines dont Anne-Cécile Daniel et Jeanne Pourias décryptent quelques exemples. Derrière émerge un enjeu mis en lumière lors d'un séminaire récent sur la revitalisation agro-urbaine organisé à AgroParisTech : la reconversion de

friches polluées grâce à des projets agricoles hors-sol.

Dans cette mobilisation des acteurs, les agences d'urbanisme ne sont pas en reste. L'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) Ile-de-France vient de publier un ouvrage de référence, *Une métropole à ma table* ; nous avons demandé à ses coordinatrices d'éclairer notre dossier

des fruits de ce travail collectif. Sans oublier la logistique, fonction urbaine essentielle, mais aussi terrain d'innovations pour la *Food Tech* qu'analyse Eleonora Morganti. Le commerce lui-même est traversé par deux modèles : l'hyper et le post-discount. « *Et si la solution était l'hybridation ?* » se demande Pascal Madry. Pour illustrer la réalité de ce post-discount, Rémy Demichelis est allé voir de près le fonctionnement d'un modèle alternatif de distribution.

L'alimentation reste un marqueur de la pauvreté, alerte Dominique Paturel, qui analyse les enjeux démocratiques de l'aide alimentaire. Enfin, Pascale Hébel livre une photographie détaillée des nouvelles habitudes de se nourrir hors de chez soi. Ce dossier s'achève par un pas de côté. De jeunes chercheurs s'intéressent à un volet moins exploré du paysage alimentaire urbain : celui de la diversité culturelle. Lucine Endelstein, Hadrien Dubucs et Anthony Goreau-Ponceaud mettent à jour le brouillage des identités du commerce des minorités à Paris. Dis-moi ce que tu vends, je te dirai qui tu es ? Pas si simple. / Jean-Michel Mestres

**Comprendre comment les collectivités locales se réapproprient la question alimentaire**

## *Avec les contributions de*

Laure de Biasi / Caroline Brand / Nicolas Bricas / Anne-Cécile Daniel / Catherine Darrot / Rémy Demichelis / Hadrien Dubucs / Lucine Endelstein / Anthony Goreau-Ponceaud / Pascale Hébel / François Léger / Pascal Madry / Eleonora Morganti / Dominique Paturel / Jeanne Pourias / Corinne Ropital



Bernard Beignier (à g.), recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur, Stéphane Bouillon (au centre), président de région et Renaud Muselier (à d.), président de Région, sont venus présenter le projet de la cité scolaire internationale.

# À Euromed, pour un parcours « d'excellence »

## Éducation

Une cité scolaire internationale devrait accueillir près de 2100 élèves sur le site d'Euroméditerranée 2.

Première rentrée des classes prévue en 2022.

## MARSEILLE

État, Région, Département, Municipalité, et même Université. Tous veulent aller vite. Toutes les décisions doivent être prises avant septembre pour que le maître d'œuvre démarre les travaux au plus vite. Si tout se passe bien, une cité scolaire internationale verra le jour en 2022 sur le site d'Euroméditerranée. « *Disons 2022 pour être sûrs d'être là en 2023* », plaisante Renaud Muselier (LR), le nouveau président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. « *Le calendrier nous presse mais nous tenons à le respecter* », ajoute Laure-Agnès Caradec (LR), présidente d'Euroméditerranée.

Le futur établissement a prévu d'accueillir près de 2 100 élèves. Les 25 000 m<sup>2</sup> seront répartis entre 1 000 lycéens, 725 collégiens et 375 élèves de primaire. Des enseignements devraient être proposés en anglais, chinois, japonais, espagnol, arabe, portugais, allemand et russe. « *Sans oublier les*

*langues antiques* », précise Bernard Beignier, recteur de la région. Le coût du projet est estimé à 65 millions d'euros.

L'objectif affiché est d'attirer les cadres étrangers qui travaillent sur le site d'Euroméditerranée, en assurant à leurs enfants un parcours scolaire d'excellence. Une demande récurrente de la part des entreprises situées dans ce quartier d'affaires. « *C'est un facteur d'attractivité indispensable* », s'enthousiasme Laure-Agnès Caradec. « *Ce projet va positionner Marseille dans le concert des grandes métropoles internationales* », surenchérit Renaud Muselier.

### Des syndicats sceptiques sur la mixité sociale

S'il suscite l'enthousiasme dans les rangs officiels, les syndicalistes craignent que l'établissement soit fermé aux jeunes marseillais. « *Ce n'est pas la cité qui pose problème. C'est qu'elle s'adresse avant tout à un public très favorisé et qu'elle concurrence les autres établissements* », explique Caroline Chevê, secrétaire académique Snes.

Dans la bouche du recteur d'académie, les mots sont tout autre. « *Tous les jeunes marseillais doivent pouvoir rêver de faire leurs études dans cette cité et que ce ne soit pas seulement une illusion.* », martèle Bernard Beignier.

Le chancelier des Universités promet un projet pédagogique d'excellence pour tous ceux qui seront motivés pour atteindre le niveau de langue requis. « *Sans mixité, le projet serait un échec social* », reconnaît-il.

Des cours de langues étrangères, des passerelles avec la section internationale du lycée Saint-Charles et des groupes de niveaux différents sont au programme pour favoriser cette mixité. « *Pour ceux qui en ont envie, il faudra se retrousser les manches et se mettre à potasser* » prévient tout de même Bernard Beignier, conscient du « *travail énorme de stimulation* » qui l'attend.

Dans certains quartiers, la dynamique d'excellence risque pourtant de se heurter à un manque de moyens. « *La priorité devrait d'abord être mise sur les établissements délabrés de la Joliette, ou du 3e arrondissement* », souligne Caroline Chevê.

Valérie Guarino, conseillère départementale a promis l'annonce prochaine d'un « *ambitieux plan collège* » par Martine Vassal, présidente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône. Dans l'attente de sa réalisation, Marseille devrait accueillir 3 800 collégiens supplémentaires d'ici 2025... dont certains sur les bancs de la cité scolaire internationale. Suzie Georges

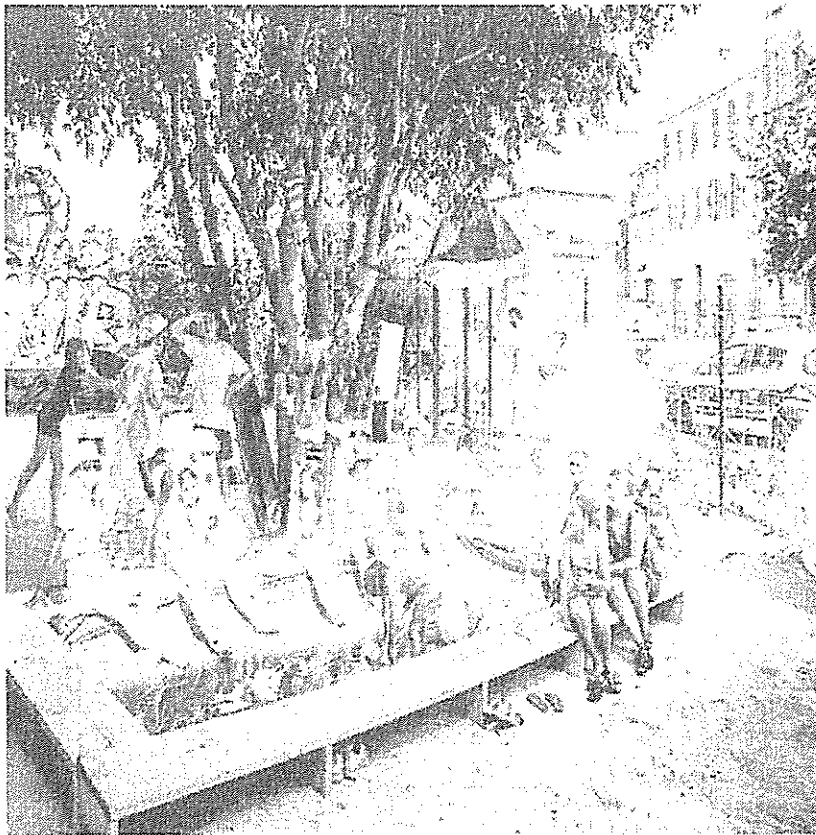
## BELLE-DE-MAI

# L'espace public appartient aussi aux femmes!

Une quinzaine de femmes ont réinventé les places du quartier pour s'y sentir mieux.

Une pétition? À quoi bon. Une réunion? Pas très original... Or, la nécessité d'alerter les pouvoirs publics est bien là: "Sur certaines places de notre quartier, nous, les femmes nous sentons mal à l'aise", note Basma, l'une des personnes qui fréquentent la Maison pour Tous de la Belle-de-Mai. Alors, on s'est demandé de quelle manière on pouvait se réapproprier l'espace public." L'idée est alors venue d'aménager plusieurs lieux du quartier, tel que ces femmes les rêvent avec pour finalité, immortaliser l'installation et en faire une exposition au Parvis

**"Il s'agirait pour la Ville d'encourager la dynamique enclenchée."**



À l'angle des rues Clovis-Hugues et Bernard (3<sup>e</sup>), le temps d'un après-midi, bienvenue à Belle-de-Mai plage!

PHOTO ETC

des Arts (3<sup>e</sup>).

Séduit par la démarche, Etc, un collectif d'architectes-urbanistes qui travaillent sur la question de la fabrique collective de la ville, est entré dans la

danse. "À l'issue d'une série d'ateliers, nous avons identifié quatre lieux publics qui suscitaient un malaise, explique Aline Burle. Notamment des lieux particulièrement investis

par des hommes."

Quant aux photographies, "ce sont tout autant une finalité à la démarche, qu'un prétexte. Au coin pour Tous par exemple, plusieurs tentatives d'aménage-

ments ont été menées, mais pas de façon pérenne."

Sur cette petite friche plus communément appelée "Le Coin pour Tous", coincée entre les rues Clovis-Hugues et Ber-

nard, les femmes ont imaginé un point d'eau qu'elles ont baptisé, à l'image de Paris Plage, "Belle-de-Mai plage". C'était lundi et l'aménagement a été fait avec "tout ce que les femmes avaient chez elles", relate Nathalie Chesi, référente famille à la Maison pour Tous. On a tout nettoyé, on a rendu l'espace agréable, on a construit une structure en bois et décoré l'arbre avec des œuvres de tricotage urbain. Même le garage du coin y a participé en nous fournissant un peu d'eau." Même idée sur les places Caffio et Cadena où salons de thé et jeux pour enfants ont investi le bitume. Mais pour un instant seulement. Histoire de vivre sa ville, le temps d'une photographie, telle qu'on la rêve...

Pour la suite, "On espère que les pouvoirs publics seront sensibles à cette démarche qu'on a voulue originale et concrète". "Il s'agirait alors pour la Ville de Marseille de trouver des moyens pour encourager la dynamique enclenchée, conclut Aline Burle. Tout cela afin de permettre aux habitants et acteurs du quartier de concrétiser leur désir d'amélioration de leur cadre de vie." Le message est passé.

Nadia TIGHIDET